

L'immigration augmente-t-elle durablement le nombre d'actifs par retraité ?

Introduction

L'immigration est souvent présentée comme la solution miracle pour financer nos retraites. Mais que se passe-t-il réellement quand les immigrés d'aujourd'hui deviennent les retraités de demain ?

Pour comprendre l'effet réel de l'immigration sur l'assurance vieillesse (AVS), il faut distinguer trois questions :

- l'effet sur la structure par âge de la population ;
- l'effet sur le nombre d'actifs par retraité ;
- l'effet sur les finances de l'AVS.

Commençons par la structure par âge.

Nous allons examiner l'impact d'une immigration constante. Il est en effet clair qu'une vague transitoire d'immigration apporte surtout des personnes en âge de travailler dans un premier temps et surtout des retraités lorsque ces immigrés ont vieilli.

L'effet immédiat de l'immigration

Les immigrés arrivent majoritairement en âge de travailler. Lorsqu'une vague d'immigration se produit, elle augmente donc immédiatement le nombre de personnes en âge d'activité sans augmenter beaucoup le nombre de retraités. À court terme, le rapport entre personnes en âge d'activité et personnes en âge de retraite augmente donc fortement. Mais cette photographie instantanée ne dit pas ce qui se passe à long terme.

Que se passe-t-il lorsque les immigrés vieillissent ?

Les immigrés ne restent pas éternellement jeunes. Eux aussi vieillissent et atteignent un jour l'âge de la retraite.

Pour comprendre ce qui se passe à long terme, considérons un exemple simplifié. Supposons une population indigène dont la fécondité est insuffisante pour assurer le renouvellement des générations. Dans une telle population, les générations âgées peuvent être plus nombreuses que les générations jeunes. Une cohorte de 70 ans peut ainsi être plus importante qu'une cohorte de 30 ans, malgré les décès intervenus entre 30 et 70 ans, simplement parce qu'il naissait beaucoup plus d'enfants il y a 70 ans qu'il y a 30 ans.

Ajoutons maintenant une immigration constante. Dans un premier temps, cette immigration augmente surtout les classes d'âge actives. Mais après plusieurs

décennies, la population immigrée atteint elle aussi une structure d'âge stable. Pour mieux comprendre l'explication intuitive, on peut considérer le cas simplifié où tous les immigrants arrivent à 25 ans, restent dans le pays et meurent à 85 ans. À l'équilibre, chaque cohorte reçoit alors exactement le même apport migratoire. L'immigration ajoute donc autant de personnes à la classe d'âge de 30 ans qu'à celle de 70 ans. Cependant, comme la génération née ici il y a 70 ans est plus nombreuse que celle de 30 ans, l'ajout d'un même nombre de personnes représente une augmentation proportionnellement plus forte chez les 30 ans que chez les 70 ans. Par exemple, ajouter 10'000 personnes à une cohorte de 50'000 représente une augmentation de 20 %, alors qu'ajouter 10'000 personnes à une cohorte de 100'000 ne représente qu'une augmentation de 10 %.

L'immigration continue donc d'augmenter le rapport entre personnes en âge d'activité et personnes en âge de retraite, même à long terme. Mais cet effet devient beaucoup plus faible qu'au début, lorsque les immigrés étaient presque exclusivement en âge de travailler.

Du nombre de personnes en âge d'activité au nombre d'actifs

Jusqu'ici, nous avons parlé de personnes en âge d'activité. Or toutes les personnes en âge de travailler ne travaillent pas effectivement. Certaines étudient. Certaines sont au chômage. Certaines sont inactives. Pour évaluer l'impact économique réel de l'immigration, il faut donc s'intéresser non seulement au nombre de personnes en âge de travailler, mais aussi au nombre d'actifs. L'effet dépend notamment du taux d'activité des immigrés et de son évolution au cours du temps.

Du nombre d'actifs aux finances de l'AVS

Mais avoir des bras et travailler ne suffit pas. Encore faut-il que ces bras cotisent suffisamment pour remplir les caisses. Le système suisse n'est pas une simple caisse où chacun récupère exactement ce qu'il a cotisé. Il comporte une dimension redistributive importante. Les personnes à revenu élevé cotisent davantage, mais leur rente finit par atteindre un plafond : elles paient pour les autres. À l'inverse, des prestations complémentaires soutiennent les retraités à faibles revenus. L'effet de l'immigration dépend donc également du niveau des salaires des immigrés.

Une question plus difficile qu'il n'y paraît

Pour connaître l'effet final de l'immigration sur l'AVS, il faut donc répondre à plusieurs questions. Les immigrés travaillent-ils davantage ou moins que les résidents ? Quels sont leurs salaires ? Comment leurs cotisations évoluent-elles au cours de leur vie ? Et aussi : que se passerait-il en leur absence ? Les salaires des travailleurs déjà présents seraient-ils plus élevés ou plus bas ? Leur taux d'activité serait-il différent ? Les entreprises investiraient-elles davantage dans l'automatisation ou la formation ?

Autrement dit, il faut analyser les effets de l'immigration sur l'ensemble du marché du travail.

L'immigration comme compensation de l'arrivée à la retraite des baby-boomers

Une augmentation de l'immigration peut certes aider à atténuer temporairement l'impact du départ à la retraite des générations du baby-boom. Mais cette idée soulève plusieurs problèmes majeurs.

D'abord, il faudrait des flux migratoires très importants pour compenser complètement le vieillissement. Des études, notamment les travaux de l'ONU sur la « [replacement migration](#) », ont montré que le maintien du ratio entre actifs et retraités requerrait des niveaux d'immigration massifs et continus, bien au-delà de ceux observés aujourd'hui.

Ensuite, cela revient à résoudre un problème transitoire (le passage à la retraite d'une génération particulièrement nombreuse) par une mesure permanente : une population plus importante à long terme. Une fois les baby-boomers décédés, les immigrés et leurs descendants resteront, avec les conséquences démographiques et infrastructurelles durables que cela implique. En Suisse, cela pose en outre une question politique claire : voulons-nous renoncer durablement à tout mécanisme de freinage de l'immigration (comme l'accord de libre circulation avec l'UE l'exige déjà largement) uniquement pour gérer ce choc conjoncturel ?

Enfin, les baby-boomers ont d'abord été jeunes et actifs. Leur départ à la retraite n'était pas une surprise. Cette évolution était prévisible depuis plusieurs décennies. La question de son financement aurait donc pu être traitée plus tôt par différents ajustements du système (par exemple en constituant des réserves pour l'AVS pendant que les baby-boomers étaient actifs). Au lieu de cela, on propose aujourd'hui une seconde erreur : compenser la première par une augmentation structurelle de l'immigration. Ce n'est pas une solution durable.

En résumé : l'immigration peut contribuer à amortir le choc des baby-boomers, mais elle ne constitue pas une réponse satisfaisante. On ne règle pas un problème transitoire par une mesure aux effets permanents, et cela ne justifie pas de renoncer à tout outil de régulation.

Conclusion

L'immigration améliore clairement, à court terme, le rapport entre personnes en âge d'activité et personnes en âge de retraite. À long terme, cet effet subsiste, mais il devient beaucoup plus faible parce que les immigrés vieillissent eux aussi.

Cependant, la question n'est pas seulement démographique. Pour savoir si l'immigration améliore réellement la situation financière de l'AVS, il faut comprendre comment elle influence le marché du travail, les salaires et l'emploi. C'est précisément le sujet de la prochaine vidéo.